Covid-19 : la détresse des réfugiés et des travailleurs migrants

Partage international n° 385 – Septembre 2020

par Graham Peebles

Dans un monde où le nationalisme et les clivages sociaux sont en augmentation, où le sectarisme gagne du terrain, les mots « réfugié », « demandeur d'asile » et « travailleur migrant » seraient-ils devenus des qualificatifs péjoratifs qui nourrissent les préjugés et l'intolérance ? Ces termes dessinent une image de « l'autre », séparé et différent, alimentent un esprit de clan et renforcent la suspicion, ce qui revient à nier notre humanité commune.

Sous la menace de la Covid-19, ceux qui vivent aux marges de la société se sont retrouvés encore davantage isolés : les réfugiés et les migrants du monde, qu'ils soient exilés à l'intérieur de leur propre pays ou en terre étrangère, les personnes qui vivent en zone de guerre, ainsi que les travailleurs migrants des Etats du Golfe, d'Inde, de Singapour et d'ailleurs.

Les réfugiés, les migrants et les travailleurs migrants font partie des plus exposés à la Covid-19, tandis qu'ils subissent de plein fouet l'impact économique de la pandémie et sont la cible de violences xénophobes en rapport avec le virus. Du Qatar à l'Inde, les travailleurs migrants (qui partout sont largement exclus des protections prévues par le droit du travail) sont discriminés, abandonnés et ignorés. Les migrants, en particulier ceux qui sont d'apparence chinoise ou japonaise aux Etats-Unis et ailleurs, subissent violence et maltraitance, tandis que dans les camps de réfugiés en Europe et au Moyen-Orient, dont Gaza, des milliers de personnes sont parquées dans des camps peu sûrs, sans assistance médicale.

Sans toit, affamés et menacés

Avant même l'apparition de la pandémie, être un réfugié, un migrant ou un travailleur migrant signifiait être regardé avec méfiance, être marginalisé et en danger. Qu'ils et elles soient femmes de ménage dans un Etat du Golfe, migrants à l'intérieur de leur propre pays, ou réfugiés dans un camp surpeuplé, ces hommes, ces femmes et ces enfants sont parmi les personnes les plus vulnérables au monde. En Europe, où des milliers de réfugiés (beaucoup en provenance de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan) s'entassent dans des camps, rongés par l'incertitude, la peur du virus représente un fardeau supplémentaire. Dépourvues d'installations sanitaires et de commodités de base, ces villes surpeuplées, seulement faites de bâches en plastique, sont des lieux dangereux. A titre d'exemple, le camp de réfugiés de Mória, sur l'île grecque de Lesbos, a été conçu pour 2 840 personnes, mais en abrite aujourd'hui 19 000, dont 40 % ont moins de dix-huit ans ; l'auto-mutilation et les suicides y sont monnaie courante. Facteur aggravant des risques engendrés par la Covid-19, les demandeurs d'asile en Grèce ont depuis juillet 2019 perdu l'accès gratuit au système de santé, hormis pour les soins d'urgence.

Dans le même temps, dans les pays accueillant de grandes populations de travailleurs migrants, la Covid-19 et l'impact économique de la pandémie rendent encore plus pénibles des existences qui étaient déjà très difficiles, non seulement pour les travailleurs eux-mêmes, mais également pour leurs familles. Selon les Nations unies, environ 800 millions de personnes dans le monde dépendent des fonds envoyés par les travailleurs migrants vers leurs pays d'origine. Des familles entières ont besoin de ces transferts monétaires pour payer leurs loyers et acheter de la nourriture ; lorsque ces flux s'interrompent, comme c'est le cas pour beaucoup maintenant, la pauvreté et le risque de famine s'en trouvent aggravés. La Banque mondiale s'alarme de la baisse d'environ 20 %, des transferts d'argent dans le monde, conséquence du ralentissement économique provoqué par la pandémie, qui selon elle impacte très durement les communautés dont les migrants sont issus.

Dans les Etats du Golfe, qui dépendent de millions de travailleurs en provenance d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, la Covid-19 aggrave les discriminations et la maltraitance dont sont victimes les employés domestiques migrants, notamment parce qu'elle cause des ruptures brutales de contrats. Au Koweït, les suicides ont explosé parmi les travailleurs migrants ; l'Arabie saoudite a expulsé des milliers de

travailleurs éthiopiens (selon l'Onu, 2 968 migrants ont été renvoyés au cours des dix premiers jours d'avril), sans faire l'objet d'aucun examen médical, ce qui est *« susceptible d'accélérer la propagation de la pandémie dans la région et au-delà »*, selon le coordinateur onusien des affaires humanitaires pour l'Ethiopie. Au Liban (où la majorité des travailleurs migrants sont éthiopiens) et ailleurs dans la région, des familles qui n'étaient plus en mesure de payer les salaires, de couvrir les frais alimentaires ou de fournir un hébergement, ont licencié leurs employés domestiques ; des travailleurs migrants se retrouvent ainsi exposés à un risque de travail forcé, notamment la prostitution.

Pire encore est la situation des travailleurs indépendants, non hébergés par leur employeur, dont l'activité est interrompue, et qui se retrouvent sans revenu, sans nourriture, ni endroit où aller. Au Qatar (l'un des pays les plus riches du monde, avec plus de deux millions de travailleurs migrants), où le taux d'infection par habitant est l'un des plus élevés, nombre de malades sont des travailleurs migrants. Les travailleurs étrangers en provenance du Népal, du Bangladesh ou des Philippines sont licenciés ou ne perçoivent plus leur salaire, en raison de l'impact économique du virus. Certains employés domestiques ont sombré dans le dénuement. A Singapour, généralement considéré comme un modèle de gestion de la pandémie, les travailleurs migrants, principalement embauchés par le secteur de la construction, ont été envoyés en première ligne. Et en Inde, suite à la décision précipitée du premier ministre Narendra Modi de confiner le pays le 25 mars (annoncée avec seulement quatre heures de préavis !), des millions de migrants internes au pays ont été expulsés par les propriétaires de leurs logements, et n'ont eu d'autre choix que de retourner dans leur village natal. Sans ressources financières, et dans un contexte d'interruption des transports, un très grand nombre d'entre eux ont été contraints de parcourir à pied les centaines voire milliers de kilomètres qui les séparaient de chez eux.

Sans toit, affamés et menacés par le coronavirus, les travailleurs migrants ont été ignorés par le régime de N. Modi. En réaction à cette négligence de masse, le rapporteur spécial des Nations unies pour l'extrême pauvreté et le droit au logement a déclaré le 4 juin : *« Nous sommes consternés par le mépris affiché par le gouvernement indien à l'égard des travailleurs migrants internes au pays, en particulier ceux qui appartiennent aux minorités marginalisées et aux castes inférieures […]. Le gouvernement n'a pas remédié à leur situation humanitaire catastrophique ; il a au contraire aggravé leur vulnérabilité en se livrant à des violences policières* [lesquelles sont courantes en Inde], *ne cessant de les présenter comme des* « vecteurs du virus ». »



Photo : Skala Sykamias, Ggia , CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons

Sous la menace de la Covid-19, ceux qui vivent aux marges de la société se sont retrouvés encore davantage isolés.

Esclavage moderne

La Covid-19 a révélé à quel point les inégalités sociales et les pratiques destructrices demeurent répandues à travers le monde. A mesure que ces problèmes remontent à la surface, une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour des réformes ainsi que pour des changements d'attitudes et de pratiques.

Il est nécessaire de procéder à une refonte complète du droit du travail pour les travailleurs migrants, afin que ceux-ci bénéficient des mêmes protections que les employés locaux, en particulier en ce qui concerne l'accès aux soins, la durée du travail hebdomadaire, les salaires, les congés…

Le système de la *kafala* est pratiqué dans les Etats du Golfe, où les Nations unies estiment qu'il existe *« 35 millions de migrants internationaux dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, ainsi qu'en Jordanie et au Liban, dont 31 % sont des femmes »*. Sous le régime de la *kafala,* les travailleurs migrants, dont beaucoup sont des employés domestiques et restent donc invisibles, ne peuvent pas démissionner si leur employeur se montre violent, ni si la charge de travail s'avère excessive ou si les conditions de travail sont inacceptables. Amnesty International explique que ce système *« lie le droit au séjour du travailleur à sa relation contractuelle avec l'employeur »*. Ainsi, les employeurs sont quasiment propriétaires de leurs salariés, ayant un contrôle total sur leurs mouvements. Il faut immédiatement mettre fin à cette légalisation d'un esclavage des temps modernes.

Les réfugiés et les migrants sont des êtres humains

qui généralement fuient des conflits violents, des persécutions et des difficultés économiques. Leur voyage traumatisant vers un futur inconnu est souvent périlleux et toujours incertain. L'inaction des gouvernements et des autorités régionales comme l'Union européenne, qui devraient traiter les demandes d'asile dans des centres dédiés et ouvrir des corridors de transit sécurisés, laisse le champ libre aux organisations criminelles qui contrôlent les routes migratoires et les modes de transport, lesquels sont dangereux et facturés à des tarifs exorbitants. Les décès sont fréquents, les violences et l'exploitation répandues. Lorsqu'ils parviennent à surmonter les dangers et à atteindre leur pays de destination, les migrants sont trop souvent regardés avec méfiance et hostilité, au lieu d'être chaleureusement accueillis. Ils sont rejetés dans l'ombre, aux marges de la société, reçoivent peu ou pas d'aides de l'Etat, et tout est fait pour qu'ils ne se sentent pas bienvenus.

Cela doit changer : *toutes et tous doivent être acceptés*, et pas seulement ceux qui ont des compétences recherchées sur le marché du travail. Décider de qui peut ou non entrer dans un pays sur la base d'un système de points discriminatoire, en fonction des besoins nationaux – comme le pratique l'Australie (un pays avec un bilan honteux en matière d'immigration), et que le gouvernement britannique voudrait instaurer – revient à réduire les êtres humains à des marchandises, certaines ayant plus de valeur que d'autres sur le *« libre marché de l'immigration »* ; cela est profondément abject.

Traitons les causes des migrations, et construisons un monde de paix en coopérant, en partageant, en tissant des relations. Rejetons la compétition et le nationalisme en faveur de l'unité et de la tolérance, et nous observerons une baisse spectaculaire du nombre de personnes forcées de quitter leur terre natale.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.
Thématiques : Société
Rubrique : Divers